

Mise à jour économique Groupes communautaires ignorés, filet social effrité

Québec, 9 novembre 2023. C'est avec consternation que le comité régional Engagez-vous de Chaudière-Appalaches a pris connaissance de la récente mise à jour économique du gouvernement Legault. On y découvre que les préoccupations financières des groupes communautaires ont été ignorées, une fois de plus, et où l'argent investi dans le filet social n'est que ponctuel et non structurel.

Pour un filet social fort !

Nous saluons bien sûr l'indexation des aides fiscales, mais compte tenu que ces aides étaient déjà insuffisantes, cela n'est pas satisfaisant! *« Prenons l'exemple du montant des prestations d'aide sociale. La prestation de base est de 770 \$ par mois et le gouvernement prévoit une augmentation de 5%. Si on inclut les autres transferts gouvernementaux comme le Crédit d'impôt pour solidarité, les prestataires vont recevoir environ 980 \$ par mois pour subvenir à leurs besoins. Pourtant, selon la Mesure du panier de consommation, il faudrait au minimum 1885 \$ par mois pour qu'une personne seule à Lévis puisse couvrir seulement les besoins de base. À 1885 \$, on ne parle même pas d'être sorti de la pauvreté »,* dénonce Esther Baillargeon de l'Association de Défense des Droits Sociaux de la Rive-Sud. Les groupes d'action communautaire autonome constatent jour après jour les conséquences de l'effritement du filet social. *« Le gouvernement met de l'argent dans les banques alimentaires et dans les mesures d'urgence pour les personnes en situation d'itinérance et c'est bien, mais c'est loin d'être suffisant! Tant et aussi longtemps que le gouvernement ne s'attaque pas aux causes structurelles de la pauvreté et de la crise du logement, on est condamné à faire du surplace et à laisser tomber plusieurs personnes »,* indique Naélie Bouchard-Sylvain du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC).

Le communautaire au bord du gouffre

Le comité régional dénonce également l'absence d'investissement dans les groupes d'action communautaire autonome qui sont également touchés par l'inflation constante. *« Les besoins de la population s'intensifient et se complexifient et les groupes communautaires qui sont implantés dans les communautés peinent à répondre à ces besoins, tout en accomplissant pleinement leur propre mission! Les groupes sont confrontés à la hausse du prix des logements et peinent à retenir leurs travailleuses et travailleurs. Ces groupes ne sont même pas indexés à la hauteur de l'inflation »,* rappelle Frédérique Lemay du Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches.

Le sous-financement: une attaque à l'autonomie

Le manque de financement à la mission menace l'autonomie des groupes et en les laissant s'appauvrir ainsi, le gouvernement manque aux principes qu'il a lui-même proposés dans le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC). *« Que ce soit clair, les groupes communautaires ne sont pas des prestataires de services à rabais. Nous sommes un milieu d'appartenance, de participation*

démocratique et poursuivons notre propre mission de transformation sociale! Nous ne sommes pas là pour boucher les trous du réseau, mais bien pour répondre aux besoins de nos membres. En refusant de nous financer adéquatement et en se désengageant de sa mission sociale, le gouvernement attaque de front notre autonomie », rétorque Stéphanie Roy de la Table régionale des organismes communautaires de Chaudière-Appalaches.

Le comité régional Engagez-vous est insatisfait de cette mise à jour et se met déjà en action pour mobiliser les groupes d'action communautaire autonome de la région, dès aujourd'hui, en publiant le calendrier des événements ainsi que des mobilisations à venir.

-30-

Le comité régional Engagez-vous est composé de groupes communautaires de Chaudière-Appalaches qui revendiquent et se mobilisent sur une augmentation du financement à la mission, sur un respect de l'autonomie des groupes et sur la réalisation de la justice sociale et du respect des droits.

pour info:

Naélie Bouchard-Sylvain

418-997-6087